



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Rendre au commissariat de Denain la plénitude de ses moyens

Question orale n° 985

Texte de la question

M. Sébastien Chenu alerte M. le ministre de l'intérieur sur l'insécurité à Denain et sur les conséquences catastrophique de la création d'une police d'arrondissement dans le valenciennois. À Denain, ville dont il est le député, les incivilités et la délinquance sont malheureusement le lot quotidien subi par de nombreux habitants : cambriolages, agressions en pleine rue, vitres brisées sur des voitures... L'exaspération monte, et elle est d'autant plus légitime que, dans le cadre de la création de la police d'arrondissement sous le quinquennat de M. Sarkozy, les effectifs du commissariat de police de Denain ont fondu comme neige au soleil. Les courageux agents qui s'y trouvent encore sont dépassés et ne peuvent répondre à toutes les situations auxquelles ils sont confrontés. En effet, qu'il s'agisse du commandement des effectifs, des agents de la brigade des stupéfiants ou de la BAC, de très nombreuses ressources ont été concentrées à Valenciennes, déshabillant ainsi la ville de Denain, 20 000 habitants, deuxième ville de l'arrondissement, en matière de sécurité et de maintien de l'ordre. De nombreuses plaintes ne peuvent être enregistrées et les déplacements de la police sur le terrain suite à des appels de citoyens sont entravés par ces effectifs considérablement réduits. Les conséquences de la création d'une police d'arrondissement dans le valenciennois sont catastrophiques pour Denain et pour le denaisis. Il lui demande de rendre au commissariat de Denain la plénitude de ses moyens de travail et d'action au service des citoyens de cette ville.

Texte de la réponse

COMMISSARIAT DE DENAIN

M. le président. La parole est à M. Sébastien Chenu, pour exposer sa question, n° 985, relative au commissariat de Denain.

M. Sébastien Chenu. Monsieur le ministre, Denain, ville dont je suis le député, est particulièrement frappée par la délinquance et les incivilités – pour rester pudique. Les cambriolages, les agressions, les vitres brisées de voitures se multiplient ; les chiffres sont mauvais. En conséquence, l'exaspération des habitants monte naturellement, et elle est d'autant plus légitime que, dans le cadre de la création de la police d'arrondissement sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, les effectifs du commissariat de police de Denain ont fondu comme neige au soleil. Les courageux agents de police nationale qui y opèrent sont dépassés et ne peuvent répondre à toutes les situations auxquelles ils sont confrontés. Les effectifs de police municipale sont eux aussi largement insuffisants et les agents, mal équipés.

Pour ce qui est de la police nationale, qu'il s'agisse du commandement des effectifs, des agents des brigades des stupéfiants ou de la brigade anticriminalité, de très nombreuses ressources ont été concentrées à Valenciennes, dépouillant ainsi la ville de Denain – 20 000 habitants, deuxième de notre arrondissement – en matière de sécurité et de maintien de l'ordre. De nombreuses plaintes ne peuvent être enregistrées et les déplacements de la police sur le terrain sur appel de citoyens ne sont pas suivis d'effet, les effectifs réduits rendant le travail des agents impossible. Je considère pour ma part qu'un appel doit toujours être suivi d'une

action ; on en est bien loin !

Les conséquences de la création d'une police d'arrondissement dans le Valenciennois sont catastrophiques pour Denain et pour le Denaisis. Je vous demande de rendre au commissariat de Denain la plénitude de ses moyens de travail et de faire du rétablissement de la sécurité dans notre ville une priorité, comme je le fais moi-même.

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé des collectivités territoriales.

M. Sébastien Lecornu, *ministre chargé des collectivités territoriales*. Monsieur Chenu, je vous prie d'excuser le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, et le secrétaire d'État Laurent Nunez, qui m'ont confié le soin de lire leur réponse à votre question.

En matière de sécurité, les attentes des Français sont fortes. C'est pourquoi le Gouvernement a renforcé les moyens des forces de l'ordre : plus de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires seront recrutés d'ici à la fin du quinquennat.

Si la lutte contre l'insécurité demande des moyens, elle exige aussi que les forces de l'ordre soient davantage présentes sur le terrain pour apporter des réponses sur mesure aux problèmes, en lien avec les acteurs locaux. C'est le sens de la police de sécurité du quotidien, PSQ.

Elle exige aussi des organisations efficaces. Tel est le sens de la création, en 2017, d'une circonscription d'agglomération dans le Valenciennois, qui regroupe quatre circonscriptions de sécurité publique. Loin d'avoir réduit les capacités d'action, elle a au contraire permis, grâce à des mutualisations et à une centralisation des fonctions support, une optimisation du potentiel opérationnel, une force de frappe accrue sur le plan judiciaire et une présence plus importante des fonctionnaires de police sur la voie publique.

Par ailleurs, les structures immobilières de la police n'ont pas été remises en cause. Denain dispose toujours d'un commissariat ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre et de trois commissariats de secteur pour les communes de l'agglomération.

Ensuite, contrairement à vos affirmations, les moyens n'ont nullement été détournés vers Valenciennes. La réforme a au contraire permis d'accroître la présence sur la voie publique. Cette mobilisation s'est encore intensifiée avec la PSQ, qui s'est notamment traduite à Denain par la création de trois groupes de partenariat opérationnel dédiés au centre-ville et des actions en partenariat avec, par exemple, la police municipale et le réseau de transport urbain local, Transvilles.

Enfin, la réforme a également renforcé les moyens consacrés à l'accueil du public au commissariat.

À Denain comme ailleurs, les policiers agissent sans relâche pour lutter contre la délinquance – je vous remercie de l'avoir souligné – et vous pouvez être assuré que cette mobilisation va se poursuivre.

M. le président. La parole est à M. Sébastien Chenu.

M. Sébastien Chenu. Denain, c'est un taux de chômage à 38 %, un taux de pauvreté à 48 % et une politique municipale défaillante en matière de sécurité. Pourtant, notre ville a des atouts : son positionnement géographique devrait ainsi lui permettre d'envisager l'avenir autrement – à la condition, pour redevenir attractive, que l'insécurité recule.

Votre réponse est en complet décalage avec ce que nous vivons sur le terrain. L'un des problèmes – même si ce n'est pas le seul –, c'est qu'il n'y a pas assez d'effectifs de police nationale. Mais, pour commencer, il faut rendre publics les chiffres de l'insécurité : nous les attendons !

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Chenu](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 985

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 février 2020](#)

Réponse publiée le : 12 février 2020, page 855

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 février 2020](#)